Éducation comparée / nouvelle série, n°10, pp 141 -169

# Les effets des représentations et des stéréotypes dans la construction des stratégies éducatives des groupes minoritaires : le cas des Batwa au Burundi

Gilbert Ndayikengurukiye
Université catholique de Louvain[1]

Belgique

RÉSUMÉ

La recherche dont cet article rend compte analyse de façon critique les arguments traditionnellement mobilisés pour expliquer les échecs des stratégies de scolarisation des Batwa au Burundi. L'hypothèse est que ces stratégies sont construites à partir d'une catégorisation ethnique du groupe Batwa, qui entretient la différence entre ceux-ci et le reste de la population burundaise ce qui hypothèque toute politique d'intégration, sociale et scolaire. Cette recherche montre que les Batwa eux-mêmes, ainsi que la plupart des organisations non gouvernementales, participent à la diffusion d'une telle représentation.

MOTS-CLÉS

Représentations sociales, catégorisation sociale, stéréotypes, minorités sociales, stratégies éducatives.

1 Nous remercions les professeurs Jean-Emile CHARLIER, Jean-Marie DE KETELE et Vincent DUPRIEZ de l'Université catholique de Louvain pour le soutien apporté à la réalisation de cette recherche doctorale et à la rédaction de cet article.

ABSTRACT

This article reports a critical analysis of the different arguments which are usually put forward to explain non participation in education of Batwa people in Burundi. The assumption is that these strategies are constructed along an ethnic categorization of the Batwa group which emphasizes the difference between this group and the rest of Burundian population. These strategies become a real barrier for political, social and educational integration. This research shows that the Batwa people themselves and most of the nongovernmental organizations; participate in the dissemination of this representation.

KEYWORDS

Social representations, social categorization, stereotypes, social minorities, educational strategies.

## Introduction

Malgré les efforts des autorités publiques, souvent soutenues par les organisations internationales, l'éducation pour tous n'est pas encore une réalité en Afrique, en particulier pour les enfants issus de groupes minoritaires. Le présent article cherche à comprendre pourquoi l'intégration de la minorité Batwa du Burundi dans le système éducatif a du mal à se réaliser. Certains auteurs (Nditije, 2002; Nzikoruriho, 1992), le rapport du gouvernement (P.S.D.E.F, 20122) , les Organisations Non Gouvernementales (ONG) (O.A.G, 20103) et les associations Batwa (Uniproba, 20114) considèrent que si les Batwa sont peu scolarisés, c'est parce qu'ils manquent d'écoles dans leurs villages, que leurs familles sont très pauvres et que le nomadisme qui

2 P.S.D.E.F. (Plan Sectoriel de Développement de l'Éducation et de la Formation), Bujumbura, 2008.

3O.A.G. (Observatoire de l'Action Gouvernementale), asbl, Bujumbura, 2010.

4 Uniproba (Unissons nous pour la promotion des Batwa) est une association regroupant plus de 5000 membres, août 2006-janvier 2008.

caractérise une partie d'entre eux rend particulièrement complexe l'accès aux établissements scolaires. En nous démarquant de cette explication, nous soutiendrons l'hypothèse selon laquelle la non-scolarisation des Batwa s'explique principalement par les stéréotypes à leur égard entretenus par la société burundaise. Dans ces pages, cette hypothèse sera étayée par rapport au contexte burundais et par rapport au groupe des Batwa, mais il est probable qu'elle pourrait, *mutatis mutandis*, être mobilisée pour éclairer la situation scolaire d'autres groupes minoritaires ailleurs dans le monde.

La représentation des Batwa et de leur place dans la société burundaise repose le plus souvent sur la thèse, que nous qualifions de « traditionnelle », et qui est généralement admise et enseignée au Burundi (Bourgeois, 1957; Erny, 2004; Maquet, 1952). Selon celle-ci, Twa[5] Hutu et Tutsi représentent trois ethnies différentes qui se seraient rassemblées au cours du temps par un jeu de migrations, d'infiltrations et de conquêtes. Toujours selon cette thèse, les Batwa sont les premiers occupants de la région des grands lacs. Chasseurs et sylvicoles à l'origine, ils n'auraient embrassé d'autres métiers qu'au contact avec les autres groupes sociaux. Les Hutu, agriculteurs et défricheurs, venus du Tchad et d'origine bantoue, seraient les deuxièmes occupants du Burundi. Quant aux Tutsi pasteurs, derniers arrivés, ils seraient venus du Nord ou de l'Est et se seraient infiltrés progressivement avec leurs vaches à longues cornes.

Kashamura (1973) a été le premier à développer une thèse alternative, qualifiée de « nouvelle historiographie ». Selon celle-ci, les différences entre ces trois groupes, loin d'être dues à des appartenances ethniques distinctes, sont d'origine purement sociale, et le fruit d'une différenciation interne. Pour lui, le colonisateur et le

5 Le terme « Twa » vise le groupe, tandis que les termes « Batwa » (plusieurs Twa) et « Mutwa » (un seul Twa) désignent les membres du groupe

missionnaire se sont servis de la première thèse pour asseoir leur domination. Ainsi, la politique coloniale au Burundi s'est basée sur la conviction que ces trois groupes sont différents.

La période coloniale a aussi été un moment décisif pour l'éducation scolaire au Burundi. En effet, selon Nzikoruriho (1992), l'école coloniale a longtemps fonctionné à la manière d'un corps étranger dont le but premier était d'extraire du milieu coutumier un certain nombre d'individus afin d'en faire des auxiliaires de l'administration, de l'Église ou de nouveaux acteurs de la vie économique. La plupart des enfants scolarisés étaient Tutsi tandis que les Hutu étaient invités à cultiver la terre et les Twa à se cantonner aux travaux de poterie.

Actuellement, force est de constater que malgré la gratuité de la scolarité instaurée par les autorités publiques, malgré le soutien financier et psychologique des ONG et la sensibilisation des associations Batwa, les effectifs des enfants Batwa scolarisés restent très faibles. L'objectif majeur de notre recherche est de comprendre pourquoi les Batwa ne vont pas à l'école à partir d'un modèle explicatif qui n'est pas pédagogique et qui s'intéresse aux représentations et aux processus de catégorisation mobilisés envers ce groupe cible. Il faut donc aller voir les représentations sociales du groupe considéré pour comprendre le processus de non scolarisation. Dès lors, nous formulons deux hypothèses qui guident cette recherche :

- *Les stratégies d'intervention conçues pour les Batwa sont élaborées en fonction des représentations de ce groupe dans la société.*
- *Les stratégies d'interventions conçues pour les Batwa les définissent d'une manière telle qu'elles les enferment dans la marginalité.*

Pour traiter ces deux hypothèses, nous allons d'abord nous arrêter sur les concepts de représentation sociale, de catégorisation sociale et de stéréotypes, et montrer en quoi ils peuvent aider à comprendre la

question de la scolarisation des Batwa au Burundi. Nous présenterons ensuite notre démarche méthodologique fondée sur l'analyse documentaire. Enfin, dans la section suivante, nous présenterons les résultats des analyses des documents émis par des ONG, des associations Batwa et par les autorités publiques.

## Représentations sociales et catégorisation sociale

Les travaux de Jodelet (1984), de Moscovici ou d'Abric (1987) ont mis en avant l'existence des représentations collectives et sociales ainsi que leur impact sur le comportement humain. Depuis plusieurs années, les travaux dans ce domaine ont suscité la mise au point de techniques de recherche, toujours en évolution, ainsi que des constatations essentielles pour comprendre, voire modifier, les pratiques d'un grand nombre de personnes. Ce courant de recherche peine à attester tant la relation directe entre les représentations et les actions posées que le sens de cette relation, mais il demeure pour certains auteurs de référence d'une importance capitale pour comprendre les pratiques : « *Social representations do influence our actions, particularly concerning how we may explain our actions or the actions of others, but they are also contained within and developed through our social actions (Moscovici, 1988), or more properly our social practices (Markova, 2000)* » (Howarth, 2006, p.72). Cet auteur, dans son article au titre éloquent « *A social representation is not a quiet thing : exploring the critical potential of social representations theory* », indique que le concept de « social practice » est sans doute plus approprié que « social action ». Ce dernier renvoie à des actes individuels alors que celui de « pratiques sociales » semble plus adapté à l'étude des impacts culturels, historiques ou idéologiques. Nous partageons cet avis, et plus largement l'idée que les représentations sociales influencent les pratiques. Ainsi, les

représentations des ONG et du gouvernement burundais influenceraient et guideraient les actions vis-à-vis des Batwa.

Si les représentations sociales conduisent à une vision simplifiée du monde, c'est parce qu'elles reposent sur un processus de catégorisation sociale, c'est-à-dire un processus d'ordonnancement des individus (ou des objets) en catégories servant à systématiser et à ordonner l'environnement social et jouant un rôle dans l'orientation pour l'action et l'actualisation des valeurs (Tajfel, 1972, p.293). Ce processus débouche sur l'élaboration de catégories qui sont des « constructions mentales » (Corneille, 1997). Légal et Delouvée (2008) appellent « catégorisation sociale » cette classification des individus en fonction de leurs caractéristiques. Pour ces auteurs, l'être humain a dès lors tendance à déterminer à quelle catégorie un individu appartient, puis à se baser sur les informations associées à la catégorie pour caractériser un individu singulier. Dans le cas de groupes sociaux, ajoutent-ils, ces informations associées à la catégorie ne sont pas autre chose que des stéréotypes. Les définitions des stéréotypes sont presque aussi nombreuses et diverses que les auteurs qui les ont formulées. Pour Lippman (1922), le fondateur de ce concept, nous ne voyons pas avant de définir mais nous définissons avant de voir. Selon lui, les stéréotypes sont rigides, c'est-à-dire qu'ils résistent à la preuve du contraire ; ils sont aussi des généralisations excessives. Selon Leyens, Yzerbyt et Schadron (1996) «…*pour traverser le monde, les gens doivent avoir des cartes du monde. Tels des cartes, les stéréotypes clarifient l'itinéraire social* » (p.22).

Pour Jost et Berguess (2000), le système social se maintient et se perpétue grâce aux stéréotypes sociaux. Autrement dit, les stéréotypes seraient aussi des outils de justification du système. En outre, pour Jost et Banaji (1994), les stéréotypes auraient une fonction idéologique, en justifiant et légitimant des situations sociales parfois très inégalitaires. Les stéréotypes apparaissent alors comme un moyen

d'emprise des groupes dominants sur les groupes dominés : ils visent à maintenir le statu quo entre les groupes en dépit des inégalités. Selon Sidanius et Pratto (1999), dans toute société organisée, on retrouve l'idée d'une hiérarchie entre les groupes sociaux. Cette hiérarchie sociale peut être envisagée selon divers critères : appartenance ethnique, sexe, pouvoir, argent, diplômes, etc. Elle entraîne l'existence de groupes dominants, situés au sommet de la hiérarchie et de groupes dominés situés à la base de la hiérarchie. Et les groupes dominants développeraient des idéologies, fondées sur des stéréotypes, afin de légitimer les inégalités et de maintenir leur statut. Dans cette recherche, cette hiérarchie sociale s'appuie sur l'appartenance ethnique. Ainsi, les Hutu et les Tutsi sont situés au sommet de la hiérarchie (dominants) tandis que les Twa (dominés) sont situés à la base de la hiérarchie.

Pour Lerner (1980) et Lerner, Milmer et al. (1978), les individus seraient par ailleurs motivés à conserver la croyance en un monde juste dans lequel les gens reçoivent ce qu'ils méritent. Confrontées à la souffrance et aux malheurs d'autrui, les personnes mettraient en place des stratégies pour protéger cette croyance : elles mobilisent alors notamment des stratégies cognitives visant à se convaincre que la personne ne souffre pas vraiment ou qu'elle mérite son sort. Ainsi, dans l'opinion publique burundaise, si les Batwa sont exclus dans la société en général, c'est en grande partie dû à leur culture et aussi à leur manière de vivre. On va volontiers affirmer qu'ils ne veulent pas le développement et que leur style de vie semi-nomade ne leur permet pas d'être stables. Donc, pour les autres catégories de la population, ils méritent leur sort. En d'autres termes, croire que les personnes obtiennent ce qu'elles méritent et méritent ce qu'elles obtiennent est aussi une manière de se rassurer et d'éviter de questionner une situation source d'injustice.

À nos yeux, c'est un tel processus à la fois de construction de stéréotypes envers les Batwa et d'intégration de ces stéréotypes dans une histoire visant à expliquer, voire à légitimer leur exclusion, qui permet de comprendre pourquoi les stratégies de scolarisation observées aujourd'hui échouent dans leur objectif d'intégrer la population Batwa au système éducatif. Ainsi, Selon Nzikoruriho (1992) et certains documents analysés, malgré la discrimination et l'exclusion liées à la pauvreté et à la non scolarisation des Batwa, les ONG et le gouvernement ne remettraient pas en cause des croyances telles que « les Batwa sont fainéants », etc., mais mettraient en place des stratégies pour protéger ces représentations.

Dans la section suivante, nous exposons la méthodologie que nous avons suivie pour pouvoir analyser les représentations relatives aux Batwa véhiculées par les ONG, les associations Batwa et les autorités publiques burundaises, et leurs stratégies d'interventions en matière sociale et surtout scolaire.

## Méthodologie

Afin de confronter nos hypothèses à des données empiriques, nous avons choisi de travailler sur des documents et les discours officiels produits par les principaux acteurs concernés. Pour pouvoir observer les représentations des acteurs, il fallait accéder aux documents et discours produits en situation concrète, au cours de projets destinés aux Batwa, ou qui rendent compte de la manière dont ces projets se sont déroulés.

Premièrement, nous avons récolté les documents d'ONG qui s'occupent de projets de développement et d'éducation des Batwa. L'analyse de leurs discours aide à comprendre comment elles

définissent les Batwa, et de quelle manière cette définition influe sur leurs projets de développement en général et leurs projets éducatifs en particulier. Nous avons retenu deux rapports de l'ONG Action Batwa (2005 et 2010) et deux discours de Minority Rights Group International (2010) et Amnesty International (2010).

Deuxièmement, nous avons récolté les documents de représentants des principales associations Batwa pour comprendre comment ils se définissent eux-mêmes par rapport aux autres groupes de citoyens burundais. L'objectif était une fois encore de vérifier si ces représentations peuvent contribuer ou constituer un obstacle à leur scolarisation. Dans cette catégorie, nous avons retenu des rapports des associations Uniproba (2009, 2011) et l'Ucedd (2004) ainsi qu'un discours des leaders Batwa (2011).

Enfin, il était impératif de savoir comment les décideurs éducatifs burundais définissent les Batwa, afin de cerner la relation entre leurs représentations et les politiques éducatives en faveur des Batwa. Les documents retenus sont : la réponse du gouvernement aux recommandations de l'ONU (2009), Problématique de réinsertion socio-économique et politique des Batwa (2011), accord d'Arusha (2000) et le rapport national de développement de l'éducation (2008-2015).

Tous ces documents ont été récoltés sur internet. Ce mode de récolte a sans doute des limites, mais il était imposé par les circonstances. Par ailleurs, en matière de méthodologie, il faut « juger l'arbre à ses fruits » (Charlier et Moens 2006) ou, en d'autres termes, seule l'évaluation de l'intérêt des analyses qu'il a suscitées permet d'évaluer la qualité de ce mode de constitution du matériau.

Dans la perspective tracée par Hendry et Seidl (2003), nous avons tenté de comprendre les représentations à travers les séquences de communication qui ont marqué son déroulement, ce que l'interview et le questionnaire ne révèlent pas, surtout si l'acteur interrogé n'a pas envie de révéler ses motivations. Par contre, les documents produits en situation d'action concrète offrent cette opportunité dans la mesure où leurs concepteurs s'adressent à leurs allocutaires cibles et non aux chercheurs. Pour ces auteurs, on peut donc en inférer plus facilement les représentations et les préoccupations des parties prenantes et les actions attendues réciproquement les uns des autres. Ainsi, les différents documents de travail, c'est-à-dire les rapports ou les discours des ONG, des associations Batwa et des autorités burundaises constituent des unités d'observation que nous avons analysées.

Dans un premier temps, l'analyse consiste à dégager de chaque document ou discours pris en considération « des noyaux de sens qui composent la communication » (Bardin, 2007, p.137). Pour y arriver, nous avons choisi pour les différentes variables des unités d'enregistrements au sens de Bardin (2007). D'après cet auteur, l'unité d'enregistrement « correspond au segment de contenu à considérer comme unité de base en vue de la catégorisation et du comptage fréquentiel » (p.135). Dans un second temps, nous avons orienté les analyses afin de procéder à une analyse thématique à partir des unités de sens dégagées de chaque document. Mucchielli et Paillé (2003) soulignent que : « *analyser le contenu d'un document ou une communication, c'est par des méthodes sûres, rechercher les informations qui s'y trouvent, dégager le sens ou les sens de ce qui y est présenté, formuler et classer tout ce que contient ce document. Tout document parlé, écrit, ou sensoriel contient potentiellement une quantité d'informations sur la personne qui en est l'auteur, sur le groupe auquel elle appartient, sur les faits*

*et événements qui y sont relatés, sur les effets recherchés par la présentation de l'information, sur le monde ou sur le secteur dont il est question* » (p.17).

Plus concrètement, il s'agissait donc d'isoler de l'ensemble du texte le concepteur du document, les acteurs visés prioritairement par cette action, le contexte qui donne du sens à telle ou telle catégorisation. C'était donc identifier les noyaux de sens qui rendent compte des représentations véhiculées dans le document en tenant compte des variables retenues dans notre modèle d'analyse. Il fallait aussi dégager les stratégies proposées par les intervenants afin d'identifier la relation entre les représentations et ces stratégies.

## Résultats

Cet article présente quelques résultats issus de notre recherche doctorale. Ils sont structurés en trois sections, la première consacrée aux résultats des analyses des documents des ONG, la seconde de ceux des autorités publiques et la troisième aux résultats des analyses des représentations que des leaders Batwa donnent des Batwa.

### Les discours des ONG

Il s'agit de voir comment les ONG définissent les Batwa, d'identifier les facteurs qui empêchent les Batwa de s'intégrer dans le système éducatif et enfin, de dégager les stratégies proposées par chaque ONG pour aider les Batwa à scolariser leurs enfants.

**Tableau 1 : Résultats pour les ONG**

| Variables / Acteurs | Représentations des Batwa | Facteurs qui sont à la base de la non scolarisation des Batwa | Stratégies proposées pour scolariser les Batwa |
|---|---|---|---|
| ***« Action Batwa » (2005, 2010)*** | Thèse traditionnelle : ethnie marginalisée incapable de se développer | Destruction de la forêt et donc pauvreté extrême : manque de matériel scolaire. | Accompagnement continu : achat de terres, éducation des Batwa, sensibilisation de la population, un programme spécifique de scolarisation des Batwa |
| ***Minority Rights Group (2010)*** | Thèse traditionnelle : ethnie marginalisée | Pauvreté et mariages précoces : décrochage scolaire. | Accompagnement continu : achat des terres, sensibiliser les femmes Batwa et les autres catégories, un programme spécifique aux Batwa |
| ***Amnesty International (2010)*** | Thèse « nouvelle historiographie » : groupe marginalisé | Concurrence industrielle : manque de frais scolaires | Accompagnement continu : construire des maisons, sensibiliser les autres communautés afin de les intégrer dans le système scolaire |

Le tableau 1 montre qu'Action Batwa et Minority Rights Group définissent les Batwa comme une minorité ethnique très marginalisée. Pour Action Batwa, les Batwa subissent une discrimination évidente au niveau de la société. Ils sont exclus par les autres groupes sociaux : « *Ils sont méprisés par d'autres groupes qui les considèrent comme une classe*

*sociale inférieure. Ceux-là ne se mélangent pas avec les Batwa, ni ne mangent ou ne boivent avec eux, ne se marient pas avec eux ni ne leur rendent visite* » (Action Batwa, 2005, p.11).

Pour Minority Rights Group (2010), si les Batwa sont pauvres et marginalisés par les autres catégories, la responsabilité est à chercher aussi du côté de la société: « *Ils ont presque entièrement perdu leurs terres forestières ancestrales pour une combinaison de raisons …En conséquence, la pauvreté a augmenté, tandis que la discrimination de la part des communautés dominantes dont ils sont les victimes s'est enracinée encore davantage* » (pp.6-10).

Pour Action Batwa (2005), cette domination est tellement grande que les Batwa sont incapables de se relever : « *Le Mutwa est une personne traumatisée par la misère, le mépris et l'exclusion. Ce traumatisme est si grand que le Mutwa a perdu le regard sur ses propres capacités humaines pouvant l'aider à se libérer. De là, des stéréotypes et préjugés se sont ancrés dans les mentalités comme quoi les Batwa sont des personnes incapables de s'engager sur la voie de leur auto-développement* » (p.16).

Ce traumatisme lié à la pauvreté, ajoute cette ONG, se répercute aussi sur l'éducation des enfants Batwa : « *L'enfant Mutwa, déjà traumatisé par la misère n'a pas de base pour affronter l'école. Il n'a pas de quoi manger, pas de vêtements, pas de matériel scolaire* » (Action Batwa, 2010, p.16).

Minority Rights Groupe (2010) trouve que la discrimination continue entrainée par la pauvreté et le manque de reconnaissance de leurs difficultés aboutit également à la sous-scolarisation des enfants Batwa : « *Soumis à une discrimination continuelle entraînant pauvreté, chômage et un accès réduit à l'instruction et aux soins médicaux, leur situation est encore aggravée par un manque de reconnaissance de leurs difficultés par leurs gouvernements* » (p.1).

Suite à cette discrimination, les ONG suggèrent donc un accompagnement continu pour les familles Batwa : « *La route est encore longue pour nos amis Batwa, mais nous sommes déterminés à poursuivre notre mission* » (Action Batwa, 2005, p.13).

Cet accompagnement continu proposé par ces ONG consisterait alors à donner aux Batwa des terres cultivables, source de survie et de valorisation sociale pour tous les Burundais : « *La propriété foncière, si petite soit-elle, devient donc un impératif pour la revalorisation du Mutwa. En donnant une terre à chaque citoyen Murundi, on lui trouve une origine, une attache et une identité*» (Action Batwa, 2005, p.17).

L'école est un atout important pour affronter avec succès l'avenir. Il est donc indispensable pour Action Batwa (2005), de soutenir les familles Batwa en leur fournissant le matériel scolaire : «*...l'école donne la possibilité d'acquérir les outils nécessaires pour affronter l'avenir dans la dignité et l'égalité… « Action Batwa » doit veiller à ce que ces enfants aient du matériel scolaire,..*» (p.21).

Minority Rights Group (2010) abonde dans le même sens en insistant sur le fait qu'il faut soutenir les familles Batwa malgré la gratuité scolaire : « *…il faut veiller à ce que l'instruction des filles soit une réalité, en fournissant une assistance aux familles Batwa*…» (p.8).

Par contre, Amnesty International (2010) ne définit pas les Batwa comme une ethnie à part : « *Il ne s'agit pas d'une ethnie différente : on prie le même dieu, on parle presque la même langue. Il s'agit tout simplement d'une communauté traditionnelle de chasseurs qui est restée dans les montagnes et qui pour plusieurs raisons n'a pas suivi le même chemin de modernité que les Hutu ou les Tutsi* » (p.39).

Ces propos d'Amnesty International (2010) confortent la thèse issue de la nouvelle historiographie qui stipule que contrairement à ce que veulent faire croire certains ethnologues occidentaux, Hutu, Tutsi et Twa ne constituent pas des groupes ethniques distincts. Donc, selon cette thèse, ce sont la disparition de la forêt et la concurrence industrielle (marginalisation socio-économique) qui sont à l'origine des problèmes des Batwa : « *La concurrence de la poterie industrielle et la disparition progressive des forêts et donc du gibier en raison du développement de l'agriculture, ont contribué à la précarisation de la vie de cette communauté, qui s'est retrouvée de plus en plus marginalisée au Burundi* » (p.39).

Amnesty International se distingue donc des autres ONG dans son interprétation sociale et historique de la situation des Batwa, mais plaide également pour des programmes de soutien aux Batwa (habitat …). Amnesty international va également considérer que comme les Batwa sont marginalisés par les autres catégories de la population, il est nécessaire de sensibiliser l'ensemble de la population pour cheminer vers une meilleure intégration.

Ces premiers résultats montrent qu'il y a un lien entre les représentations des ONG et les stratégies qu'elles proposent. En effet, le fait d'adhérer à des représentations fondées sur la thèse traditionnelle, c'est-à-dire des représentations radicalement segmentées de la population burundaise incite les ONG à plaider pour des stratégies tout autant segmentées. Autrement dit, puisqu'elles se représentent les Batwa comme un groupe à part, il faut leur réserver un traitement à part, c'est pourquoi Action Batwa et Minority Rights group revendiquent avec force un traitement spécifique aux Batwa. Par contre, puisqu'il considère que les Batwa sont des gens pauvres comme les autres (thèse historiographique), Amnesty International

propose un accompagnement continu qui n'est pas forcément particulier.

## Les documents des associations Batwa

Cette section présente quatre documents des leaders d'associations des Batwa, à savoir un discours et un document de Madame Libérate Nicayenzi, sénatrice et représentante de l'association Uniproba (Uniproba, 2009, 2011), un discours du représentant de l'ONG (UCEDD) (UCEDD, 2004, 2005), et enfin un atelier sur le programme d'information sur la justice de transition à l'intention des leaders de la communauté Batwa du Burundi (Leaders Batwa, 2011).

**Tableau 2: Résultats pour les associations Batwa**

| Variables / Acteurs | Représentations des Batwa | Les facteurs qui sont à la base de la non scolarisation des Batwa | Stratégies souhaitées pour scolariser les Batwa |
|---|---|---|---|
| **« Uniproba » (2009, 2011)** | Thèse traditionnelle : ethnie marginalisée | Plusieurs aléas sociopolitiques tels que la destruction de la forêt, la pauvreté et la colonisation | Un programme particulier de développement et de scolarisation pour les Batwa |
| **UCEDD (2004)** | Thèse traditionnelle : ethnie marginalisée | Manque de terres cultivables<br>Pauvreté des Batwa | Octroyer des terres cultivables aux Batwa, un ministère chargé des problèmes éducatifs des Batwa |
| **Leaders Batwa (2011)** | Thèse traditionnelle : ethnie marginalisée | Violation des droits des Batwa dont l'éducation | Poursuites judiciaires pour les personnes qui violent les droits éducatifs des Batwa |

Les résultats présentés dans le tableau 2 font ressortir que les Batwa également considèrent qu'ils forment une ethnie marginalisée à côté

des Hutu et des Tutsi : « *Les Batwa ont été toujours marginalisés et discriminés autant par les Hutu que par les Tutsi. Ils ont toujours habité à l'écart des autres, partagé très peu d'activités sociales, politiques et économiques avec les autres composantes ethniques de la société burundaise*» (Uniproba, 2011, p.3). Les Batwa se réclament également peuple autochtone, premiers arrivants dans la région des Grands Lacs: « *Les Batwa du Burundi constituent un groupe minoritaire, autochtone et pauvre qui représente plus ou moins 1% de la population burundaise... ce sont également les Batwa premiers occupants du Burundi et de l'Afrique en général* » (Uniproba, 2011,p.1).

Le fait d'être reconnus comme un peuple autochtone et en tant que premiers occupants de la région présente potentiellement un intérêt pour les Batwa. En effet, attribuer un tel statut aux Batwa leur permettrait de bénéficier d'une labellisation au niveau international et national, d'être reconnus comme peuple exclu alors que pour le gouvernement, les Batwa sont considérés comme des pauvres parmi les autres pauvres du pays. Cette reconnaissance aiderait aussi les Batwa à revendiquer avec force leurs terres ancestrales. Cependant, se réclamer comme un groupe ethnique à part renforce chez les autres catégories sociales le sentiment que les Batwa sont effectivement différents, ce qui contribue ainsi à leur exclusion.

En outre, toutes les associations Batwa s'accordent pour dire qu'à l'origine de leur marginalisation se trouve la destruction de leur forêt. Ils ont été forcés de la quitter sans indemnisation et cela a occasionné une misère extrême chez les Batwa qui ont vu leur source de revenus fondre comme de la neige au soleil, et depuis, ils restent toujours discriminés : « *Vivant de la cueillette, de la chasse et de la pêche, la nouvelle vie qui venait de leur être imposée les a conduits à la débauche, à la pauvreté sans égale, à la vie d'errance, à la politique de la main tendue et à d'autres sortes de violences* » (Uniproba, 2009, p.1).

Le manque de terres cultivables est également évoqué par toutes les associations Batwa. En effet, pour elles, sans terre, ils ne peuvent pas prétendre à un développement quelconque. Outre que la terre valorise socialement ceux qui la détiennent, elle est surtout une source de richesse pour les Burundais : « *Beaucoup de Batwa n'ont pas de terres arables... Étant donné que c'est la terre qui permet à l'homme de conserver la culture et lui permet ensuite d'entrer dans la civilisation, elle est aussi un droit au développement*... » (UCEDD, 2004, p.3).

De plus, la colonisation a aussi joué un rôle majeur dans l'exclusion des Batwa, surtout dans le domaine de l'éducation : « *L'éducation est l'unique clef qui ouvre les portes du développement. Mais depuis l'arrivée des missionnaires et l'introduction de l'école, ce sont les seuls enfants Tutsi et Hutu qui sont scolarisés, comme s'ils étaient les seuls élus du pays* » (Uniproba, 2009, p.2).

Toutefois, après la colonisation, les choses n'ont pas évolué, car l'éducation reste encore problématique chez les Batwa. Bon nombre d'entre eux sont analphabètes, non scolarisés. Leur volonté de fréquenter l'école se heurte à plusieurs obstacles liés en général à leurs conditions de vie très difficiles. Certains se croient même maudits et incapables de changer leur sort : « *Après la colonisation, rien n'a été fait pour que les Batwa sortent de la coquille de la pauvreté, de la sous-scolarisation dans laquelle ils sont enfermés. Pis encore, se voyant devant un combat inégal, les Batwa ont préféré se résigner et ont considéré leur situation comme une fatalité* » (Uniproba, 2011, p.2).

Toutes les associations Batwa prônent un programme de développement particulier qui tiendrait compte de leurs problèmes réels : « *la lutte est encore longue, surtout que les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas pensé à mettre en œuvre des actions spécifiques de nature à alléger le fardeau que portent les Batwa en matière de pauvreté, de marginalisation, de discrimination et d'éducation* » (Uniproba, 2011, p.3).

Ce qui nous intéresse le plus dans ces résultats, c'est l'unanimité de toutes les associations Batwa pour revendiquer fortement auprès du gouvernement la mise en place des politiques sociales et éducatives spécifiques pour eux. Ainsi, les Batwa sont non seulement discriminés par les autres composantes de la société burundaise qui les considèrent comme une classe sociale inférieure, mais ils participent eux aussi à la construction de stéréotypes qui les présentent comme différents de tous les autres Burundais, et requérant dès lors un traitement spécifique. Cependant, ces stratégies d'interventions particulières, fondées sur le principe affirmant que les Batwa sont différents, les enferment dans la marginalité car elles confirment des représentations déjà présentes dans la société (les Batwa ne veulent pas scolariser leurs enfants, ils n'ont pas les capacités nécessaires pour fréquenter l'école), conférant aux Batwa un statut social inférieur par rapport aux autres catégories sociales.

## Les documents des autorités publiques

Cette partie présente quatre documents du gouvernement du Burundi à savoir : la réponse du gouvernement aux recommandations de l'ONU (2009), la problématique de réinsertion socioéconomique et politique des Batwa (2011), l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation des Burundais (Accord d'Arusha, 2000) et enfin, le rapport national sur le développement de l'éducation au Burundi (Ministère de l'Éducation, 2009).

**Tableau 3: Résultats pour les autorités administratives**

| Variables / Acteurs | Représentations des autorités à propos des Batwa | Facteurs qui sont à la base de la non scolarisation des Batwa | Stratégies adoptées pour scolariser les Batwa |
|---|---|---|---|
| **Réponse du gouvernement aux recommandations de l'ONU (2009)** | Thèse traditionnelle : ethnie vulnérable | Pas de facteurs concernant les Batwa dans le document | Appui en vivres, en éducation, en soins de santé, en construction de maisons, etc. |
| **Problématique de réinsertion socioéconomique et politique des Batwa (2011)** | Thèse traditionnelle : ethnie marginalisée | Les Batwa refusent le développement | Sensibilisation et l'éducation de la communauté Batwa |
| **Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation des Burundais (2000)** | Thèse traditionnelle : ethnie marginalisée | Colonisation | Éducation pour tous, lutter contre la discrimination |
| **Rapport national de développement de l'éducation (2008-2015)** | Aucune thèse développée | Aucun facteur concernant les Batwa | Gratuité scolaire pour tous |

Le tableau ci-dessus montre que les autorités définissent les Batwa comme l'une des trois ethnies qui composent la société burundaise (thèse traditionnelle): « *la Constitution du Burundi reconnaît l'existence de trois ethnies Hutu, Tutsi et Twa*…» (Accord d'Arusha, 2000, p.33).

En outre, les Batwa sont traités globalement comme un groupe vulnérable. En effet, comme les autres catégories vulnérables de la population (rapatriés orphelins, déplacés, etc.) les Batwa bénéficient de l'aide du gouvernement : « *le Gouvernement du Burundi a mis en place à travers le Ministère de la solidarité un système d'assistance aux soins médicaux pour les rapatriés, les déplacés et les autres groupes vulnérables. Les Batwa n'en font pas exception* » (Ministère de l'Éducation, 2009, p.30).

Les résultats montrent que pour les autorités, si les Batwa croupissent dans la misère et sont sous-scolarisés, c'est en grande partie de leur faute « *Ce peuple refuse le développement et veut donc se maintenir dans cet état de fait* » (Leaders Batwa, 2011, p.31). Certaines autorités vont jusqu'à dire que « *Les Batwa n'aiment pas vivre dans de belles maisons ou de maisons en tôle ; ils vendent les tôles et retournent vivre dans leurs huttes* » (Leaders Batwa, 2011p.31).

En outre, pour les acteurs politiques burundais, le colonisateur a joué aussi un rôle majeur dans la discrimination des Burundais en général et la discrimination des Batwa en particulier : « *Dans le cadre d'une stratégie visant à diviser pour régner, l'administration coloniale a inoculé et imposé une vision raciste et caricaturale de la société burundaise, accompagnée de préjugés et de clichés* » (Accord d'Arusha, 2000, p.49).

Les autorités du pays définissant les Batwa comme une ethnie à part, il serait cohérent qu'elles préconisent des stratégies éducatives spécifiques aux Batwa. Force est de constater néanmoins, que parmi les documents analysés, aucun ne propose des stratégies particulières aux Batwa. Dans son histoire, le Burundi a connu de longs conflits ethniques. Il semble que le gouvernement craint qu'en reconnaissant la différence ou l'existence de minorités, il exacerberait les conflits historiques. Toutefois, le droit international n'autorise pas les gouvernements à nier l'existence des groupes minoritaires. Qui plus est, quand il s'agit de mettre en place des politiques publiques en général et les politiques éducatives en particulier, le gouvernement considère que les Batwa constituent l'un des groupes vulnérables de la population burundaise. C'est pourquoi, malgré une demande insistante des associations Batwa et de certaines ONG, le gouvernement n'entend pas mettre en place un programme particulier destiné aux seuls Batwa. Il considère au contraire que les politiques générales en vigueur, telles que la gratuité scolaire à l'école primaire,

la politique nationale des soins de santé, etc. sont accessibles à tous les Burundais y compris les Batwa : « *Une politique nationale en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables vient d'être adoptée par le Conseil des ministres, et sa mise en application viendra pour résoudre quelques difficultés en rapport avec la problématique des enfants Batwa issus des ménages vulnérables* » (Ministère de l'Éducation, 2009, p.30).

En conclusion, les autorités du pays se basent sur certains stéréotypes (les Batwa n'aiment pas vivre dans des maisons, etc.) qui sont collés à tort ou à raison aux Batwa pour tenter de réduire les inégalités sociales et éducatives régulièrement dénoncées par certaines ONG et les associations Batwa. Dès lors que les autorités sont convaincues que les Batwa ne veulent pas se développer, il est cohérent qu'elles ne construisent pas une politique éducative qui ne viserait qu'eux, puisqu'ils ne répondraient de toute façon pas à l'appel.

## Discussion

Pour une orientation claire de la discussion des résultats, nous revenons sur nos hypothèses de recherche :

- Les stratégies d'intervention conçues pour les Batwa sont élaborées en fonction des représentations de ce groupe dans la société.
- Les stratégies d'interventions conçues pour les Batwa les définissent d'une manière telle qu'elles les enferment dans la marginalité.

Les résultats montrent que la référence à l'une des deux thèses historiques est une clé de voûte de l'interprétation de la situation des Batwa et des propositions relatives à leur scolarité. Dans l'ensemble des textes traités, à l'exception du document d'Amnesty International (thèse historiographique), les Batwa constituent une des trois catégories ethniques du Burundi (thèse traditionnelle) et sont

incapables de se développer. Pour les leaders des associations Batwa, les autres catégories ethniques (thèse traditionnelle) de la population burundaise ne veulent pas que les Batwa se développent, tandis que pour les autorités publiques, l'ethnie Batwa refuse le développement. Considérant les Batwa comme un groupe ethnique singulier, les ONG et les associations Batwa privilégient des actions spécifiques qui s'adressent directement et exclusivement à eux. Bien que l'administration publique partage la même représentation des Batwa, elle ne privilégie pas des programmes d'intervention spécifique, ce que nous avons interprété comme un refus de déployer des stratégies d'intervention publique fondées sur des critères ethniques, dans un pays où les tensions ethniques ont eu des conséquences dramatiques.

Dans ce contexte, le Gouvernement tend à préférer une politique globale face à l'ensemble des groupes vulnérables. Cette attitude du gouvernement pourrait également être interprétée en référence à la sécurité (psychique) qu'apporte la croyance en un monde juste (Lerner, 1980). En effet, au regard de ce cadre théorique, les individus seraient motivés à conserver la croyance en un monde dans lequel les gens obtiennent ce qu'ils méritent. Confrontées à la souffrance et aux malheurs d'autrui, les personnes ne remettraient que peu en cause cette croyance en un monde juste, mais mettraient en place des stratégies pour protéger cette croyance. Ainsi, les responsables politiques, malgré la souffrance des Batwa, ne semblent pas questionner la croyance selon laquelle les Batwa sont « incapables de se développer ». Ils développent par contre des stratégies sous forme d'aides ponctuelles comme la distribution de nourriture ou de matériel scolaire. Mais, un tel soutien humanitaire crée une dépendance vis-à-vis de l'extérieur et ne permet ni de casser les stéréotypes vis-à-vis des Batwa, ni de favoriser leur développement. Au final, ces stratégies entretiennent la dépendance des Batwa, ne

facilitent guère leur intégration sociale et économique et viennent renforcer le stéréotype initial.

L'analyse documentaire montre également que les Batwa eux-mêmes se définissent comme peuple autochtone, et par conséquent différent des autres catégories de la population. Une telle affirmation renforce également les stéréotypes qui sont véhiculés dans la société et par ricochet leur marginalisation sociale et scolaire. Peut-être, une telle affirmation permet-elle aux Batwa de construire ensemble leur vision du monde (Jodelet, 1984) et de s'affirmer comme un groupe méritant un traitement particulier ? C'est donc aussi une forme d'affirmation de l'existence du groupe (Moliner et Vidal, 2003). Mais, en assumant un tel discours, les Batwa participent eux-mêmes à l'entretien des stéréotypes qui les excluent. Ils se rapprochent dès lors des discours tenus par d'autres et entretenant l'idée d'un « Mutwa incapable » souvent utilisée pour justifier certains attitudes et comportements des Batwa. Pour nous, ce stéréotype résume par ailleurs tous les autres stéréotypes négatifs des Batwa. Il est susceptible de faire obstacle aux politiques publiques en général et aux politiques éducatives en particulier, et cela à au moins deux niveaux.

D'une part, tel qu'il est répandu dans l'opinion publique, ce stéréotype stigmatisant rend certainement plus délicate l'intégration sociale et scolaire des Batwa, visée à terme par ces politiques. Étant donné que les préjugés impliquent le rejet de l'autre en tant que membre envers lequel on entretient des sentiments négatifs (Leyens, et al., 1996), cette présence d'attitudes défavorables à un groupe social détruit potentiellement les effets positifs des actions envisagées en sa faveur.

D'autre part, il est probable que les Batwa ne se sentent pas concernés par le discours intégratif, tant ils ont le sentiment que celui-

ci s'adresse au stéréotype « d'incapables ». Par ailleurs, ce dernier leur permet d'émettre des doutes sur leurs chances de réussir. Ainsi, devant un combat qu'ils ne peuvent pas gagner, les Batwa préfèrent se résigner et considèrent leur situation comme une fatalité.

En somme, l'analyse proposée dans ce texte suggère que l'échec des politiques de scolarisation des Batwa repose lourdement sur la représentation initiale de ce groupe et de sa place dans la société burundaise. À l'exception d'une ONG (Amnesty International), l'ensemble des acteurs auxquels nous nous sommes intéressés part du principe que les Batwa représentent une catégorie spécifique dans la société burundaise, distincte des autres en fonction de caractéristiques ethniques. Cette catégorisation ethnique s'accompagne de stéréotypes relatifs aux Batwa les représentants le plus souvent comme un groupe paresseux, refusant de participer au développement de la société burundaise. Dans un tel contexte, cohabitent des propositions d'intervention plutôt paternalistes (propositions du Gouvernement) ou de nature socio-économiques et socio-éducatives (propositions des associations Batwa et des ONG). Notre point de vue est que même ces dernières propositions et interventions échouent dans leur objectif parce qu'elles entretiennent dans la définition du groupe cible (les Batwa) le stéréotype qui est à l'origine de leur exclusion. Cette analyse a été développée et nourrie empiriquement en référence à la situation des Batwa au Burundi, mais il est possible que le raisonnement et les hypothèses proposés ici servent de clé de lecture à l'interprétation de situations d'exclusion de groupes minoritaires ailleurs dans le monde.

## Références bibliographiques


Abric, J.-C. (1987). *Coopération, compétition et représentations sociales*. Cousset: DelVal.

Bardin, L. (2007). *L'analyse du contenu*. Paris: Presses universitaires de France.

Bourgeois, R. (1957). *Banyarwanda et Barundi* (Vol. 1). Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales.

Charlier, J.E., & Moens F. (2006). Juger l'arbre à ses fruits. In J.E. Charlier et F. Moens (Eds.), *Observer, décrire, interpréter* (pp. 105-114). Lyon, Institut national de recherche pédagogique.

Corneille, O. (1997). La catégorisation sociale. In J. P. Leyens et L. Beauvois (Eds.), *La psychologie sociale : l'ère de la cognition* (Vol. 52, pp. 26-29). Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

Corneille, O., et Leyens, J. P. (1994). Catégories, catégorisation sociale et essentialisme psychologique. In R. Bourhis et J. P. Leyens (Eds.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes* (Vol. 10, pp. 213-220). Bruxelles, Mardaga.

Crocker, J., & Weber, R. (1983). Cognitive Structure and Stereotype Change. *Advances in Consumer Research, 10* 459-463.

Erny, P. (2004). *L'éducation au Rwanda au temps des rois*. Paris: L'Harmattan.

Haslam, S. A. (1997). Stereotyping and social influence: Foundations of stereotype consensus. In R. Spears et P. J. Oakes (Eds.), *The social psychology of stereotyping and group life* (pp. 119-143). Oxford, England UK: Blackwell Publishers, Inc.

Hendry, J., et Seidl, D. (2003). The structuring and significance of strategic episodes: social system theory and the routine practices of strategic change. *Journal of management studies, 40*(1), 175-196.

Howarth, C. (2006). A social representation is not a quiet thing: exploring the critical potential of social representations theory. *British journal of social psychology, 45*, 65-86.

Jodelet, D. (1984). Représentations sociales : phénomènes, concepts et théorie. In S. Moscovici (Ed.), *Psychologie sociale* (pp. 357-378). Paris: Presses universitaires de France.

Jost, J. T., et Banaji, M. R. (1994). The role of stereotyping in system justification and the production of false consciousness. *British journal of social psychology, 33*, 1-27.

Jost, J. T., et Berguess, D. C. (2000). Attitudinal ambivalence and the conflict between group and system justification motives in low status groups. *Personality and social psychology bulletin, 26*, 21- 45.

Kashamura, A. (1973). *Famille, sexualité et culture. Essai sur les mœurs sexuelles et les cultures des peuples des grands lacs africains*. Paris: Payot.

Klein, O. (2004). L'expression des stéréotypes et des représentations groupales: cognition, stratégie, politique. In J.-L. Beauvois, R.-V. Joule & J.-M. Monteil (Eds.), *Perspectives cognitives et conduites sociales* (Vol. IX).

Légal, J. P., et Delouvée, S. (2008). *Stéréotypes, préjugés et discrimination*. Paris: Dunod.

Lerner, M. J. (1980). *The belief in a just world: a fundamental delusion*. New York: Plenum Press.

Lerner, M. J., et Milmer, D.T. (1978). Just world research and the attribution process: Looking back and ahead. *Psychology bulletin, 85*(5), 1030-1051.

Leyens, J.-P., Yzerbyt, V., et Schadron, G. (1996). *Stéréotypes et cognition sociale*. Bruxelles: Mardaga.

Lippman, W. (1922). *Public Opinion*. New York: McMillan.

Maquet, J. J. (1952). *Le problème de la domination Tutsi*. Bruxelles: Musée Royal du Congo-Belge.

Moliner, P., et Vidal, J. (2003). Stéréotype de la catégorie et noyau de la représentation sociale. *Revue International de psychologie sociale, 1*, 157-176.

Moscovici, S. (1988). The coming era of social representations. In J.-P. Codol et J.-P. Leyens (Eds.), *Cognitive approaches of social behavior*. La Haye: M. Nijhoff.

Mucchielli, R., et Paillé, P. (2003). *L'analyse qualitative*. Paris: A. Colin.

Ndayikengurukiye, G. (2013). La scolarisation des Batwa du Burundi: Stéréotypes et politiques publiques, UCL.

Nditije, C. (2002). *Étude sur la situation des enfants Batwa.* Dakar: UNESCO - Bujumbura, Forum mondial sur l'éducation.

Nzikoruriho, G. (1992). Contribution à l'étude des facteurs qui handicapent la scolarisation des Twa du Burundi. F.P.S.E, U.B.

Ross, L. (1977). The intuitive psychologist and his shortcoming: Distortions in the attribution process. In L. Berkowitz (Ed.), *Advances in experimental social psychology* New York: Academic Press.

Sidanius, J., et Pratto, F. (1999). *Social dominance*. Cambridge: Cambridge University Press.

Tajfel, H. (1972). La catégorisation sociale. In S. Moscovici (Ed.), *Introduction à la psychologie sociale* (Vol. 1). Paris: Larousse.

Tajfel, H. (1981). Social stereotypes and social groups. In J. C. Turner et H. Giles (Eds.), *Intergroup Behavior* (pp. 144-167). Oxford: Blackwell.

## Les textes analysés

Accord d'Arusha. (2000). Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation des Burundais. Arusha.

Action Batwa (2005). Pour une intégration des Batwa dans la société burundaise. Présentation d'un plan durable en vue de venir en aide à cette population. Bujumbura.

Action Batwa (2010). La part d'«Action Batwa » et la contribution d'une assistante sociale dans l'encadrement des femmes et filles Batwa. Bujumbura.

Amnesty International (2010). Un regard sur la communauté oubliée Batwa du Burundi. Bujumbura.
Leaders Batwa (2011). Atelier sur le programme d'information sur la justice de transition et les résultats des consultations Nationales. Bujumbura.
Ministère de l'Éducation du Burundi (2009). Discours à propos de Batwa. Bujumbura.
Minority Rights Group (2010). Indénombrables les vies cachées des femmes Batwa. Londres.
UCEDD (2004). Groupe de travail sur les minorités. Genève.
Uniproba (2009). La situation des Batwa du Burundi. Bujumbura.
Uniproba (2011). Rapport alternatif présenté par Unissons-nous pour la promotion des Batwa du Burundi. Bujumbura